



**Rapport de l'OIC sur la mise en valeur du café
2019
Synthèse**

Contexte

Le Directeur exécutif présente ses compliments aux Membres, aux observateurs et aux membres du Comité consultatif du secteur privé et a le plaisir de leur communiquer la synthèse du Rapport sur la mise en valeur du café (RMVC) 2019, première livraison de la nouvelle publication économique phare de l'OIC, "*Se développer pour prospérer : la viabilité économique en tant que catalyseur d'une filière café durable*".

Le rapport de cette année contient une analyse détaillée des causes profondes et de l'impact de la crise actuelle des prix du café. Il contient également une évaluation indépendante des mesures possibles pour relever les défis économiques et favoriser la durabilité à long terme du secteur du café. Ce rapport constitue le fondement analytique du dialogue structuré à l'échelle du secteur, processus lancé par l'OIC dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 465.

La présente synthèse donne un aperçu des principales constatations et recommandations du RMVC. La publication officielle du rapport complet se fera le 1 octobre, Journée internationale du Café 2019, suivie d'une tournée de présentation des messages clés dans les pays Membres, les institutions de développement et les instances politiques, dans le but de mobiliser des ressources et un soutien pour la mise en œuvre des principales recommandations.

Le RMVC renforcera le rôle de l'Organisation en tant que source principale et impartiale de données et d'analyses sur le café et déterminera l'ordre du jour du débat mondial sur les questions relatives au développement du secteur du café. Le RMVC répond à la mission de l'OIC qui est d'être une source d'information de premier plan sur le secteur du café afin d'améliorer la transparence du marché, comme le prévoit l'Accord international de 2007 sur le Café ainsi que le Plan d'action quinquennal 2017-2021.

Rapport sur la mise en valeur du café 2019

Synthèse

Se développer pour prospérer

La viabilité économique en tant que catalyseur d'une filière café durable



**ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU CAFÉ**

Rapport sur la mise en valeur du café 2019 - Synthèse

Publication produite avec le soutien du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement par l'intermédiaire de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Avertissement

Copyright © 2019 Organisation internationale du Café

Cet ouvrage a été produit par le personnel de l'Organisation internationale du Café (OIC) avec l'aide de contributions extérieures. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIC, du Conseil international du Café, ou des gouvernements qu'ils représentent. L'OIC ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans cet ouvrage.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent de la part de l'OIC aucune prise de position quant au statut juridique des pays ou territoires ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Aucune disposition des présentes ne constitue ou ne peut être considérée comme constituant une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de l'OIC, qui sont tous spécifiquement réservés.

La mention de noms de sociétés ou de produits commerciaux n'implique aucune approbation de la part de l'OIC.

Le contenu de cette publication peut être cité ou réimprimé librement, à condition que la source soit mentionnée et de communiquer à l'OIC une copie de la publication contenant la citation ou la réimpression.

Pour toute référence et citation, veuillez indiquer : Organisation internationale du Café, 2019. Rapport sur la mise en valeur du café (2019). Se développer pour prospérer – la viabilité économique en tant que catalyseur d'une filière café durable

Londres.

Table des matières

Avant-propos	1
Remerciements	3
1. Contexte	4
2. Objectifs et structure du rapport	5
3. Principales conclusions	6
4. Se développer pour prospérer : Principaux domaines d'action dans le secteur du café	9
Références	16

Avant-propos

L'humanité a commencé à boire du café il y a plusieurs siècles et les traces de la culture et du commerce "officiels" du café remontent au 15^e siècle. Aujourd'hui, le café est produit commercialement dans plus de 50 pays et plus de 3 milliards de tasses en sont consommées par jour dans le monde, seul, en famille, entre amis ou collègues, assis, debout ou en marchant, à la maison ou dans des cafés, même dans l'espace intersidéral.

Des millions de caféiculteurs, pour la plupart des petits exploitants, ont augmenté leur production de 50 % au cours des vingt dernières années. Les pays producteurs de café continuent d'exporter l'essentiel de leur production, ce qui leur rapporte environ 20 milliards de dollars par an. Le revenu annuel du secteur du café dans son ensemble est estimé à plus de 220 milliards de dollars, soit plus de 11 fois la valeur des exportations reçue par les pays producteurs. Au moins 100 millions de familles dépendent du café pour leur subsistance. Un nombre important d'emplois et de débouchés économiques sont créés tout au long de la chaîne de valeur mondiale du café : fournisseurs d'intrants, producteurs, négociants, transformateurs, torréfacteurs, distributeurs, fournisseurs d'emballages, baristas et les responsables de l'élimination et de la réutilisation ou du recyclage des déchets du café. Le café est un marché en croissance. Globalement, le nombre de consommateurs continue d'augmenter et la consommation continue de croître au taux annuel soutenu de 2,2 %.

En dépit des tendances positives du marché, des différences significatives existent entre les acteurs de la chaîne de valeur du café en termes de risques, de revenus, d'accès aux ressources et de vulnérabilité à la volatilité des prix et au changement climatique, qui entravent la durabilité du café. La chute des prix du café de 30% au cours des deux dernières années a eu des répercussions négatives sur la vie de nombreux caféiculteurs. Comment assurer une prospérité équitable à toutes les parties prenantes du café, et en particulier aux millions de caféiculteurs ? Ils représentent le maillon le plus faible de la chaîne de valeur et ont souvent du mal à couvrir leurs coûts de production de base avec le niveau actuel des prix, surtout si l'on tient compte de l'augmentation du coût des intrants et de la logistique.

Tous les acteurs du secteur du café s'accordent sur la nécessité de mesures correctives afin d'assurer une plus grande prospérité aux caféiculteurs et à leurs familles, pour que la croissance du secteur soit équitable et durable à l'avenir. Le présent rapport aborde ces questions complexes. Il a été établi à partir d'analyses rigoureuses, factuelles, éclairées et indépendantes.

Ce premier Rapport sur la mise en valeur du café (RMVC) marque le lancement d'une nouvelle série de rapports phares, qui représentent une amélioration significative dans la fonction de l'OIC en tant qu'instance mondiale de discussion des politiques du café. Les rapports phares renforceront le rôle de l'Organisation en tant que source principale et impartiale de données et d'analyses sur le café et détermineront l'ordre du jour du débat mondial sur les questions relatives au développement du secteur du café. Dans cette perspective, le RMVC répond au mandat de l'OIC qui est d'être une source d'information de premier plan sur le secteur du café afin d'améliorer la transparence du marché, comme le stipule l'Accord international de 2007 sur le Café ainsi que le Plan d'action quinquennal 2017-2021 actuellement en vigueur.

Cette première édition du RMVC s'appuie sur une analyse des données de l'OIC et d'informations provenant de sources extérieures ; elle vise à offrir un cadre permettant de saisir la nature complexe du marché du café. Le rapport s'appuie sur les autres études de l'OIC qui mettent en lumière les liens étroits qui existent entre le développement d'un secteur du café durable et inclusif et sa viabilité économique, et les complète. Ce rapport s'appuie également sur les résultats du dialogue structuré à l'échelle du secteur lancé par l'OIC en 2018/19, au cours duquel 80 experts et 2 000 participants ont pris part à cinq rencontres consultatives organisées par l'OIC à Nairobi, à l'ONU à New York, à EXCO Development Expo à Rome et à la Commission européenne à Bruxelles.

En plaçant la durabilité économique au centre du débat, le RMVC de cette année répond aux préoccupations des Membres de l'OIC, telles qu'elles sont exprimées dans la Résolution 465 sur le niveau des prix du café.

Une analyse quantitative rigoureuse permet d'analyser le lien entre la caféiculture et les indicateurs socio-économiques tels que la pauvreté et la sécurité alimentaire. Les solutions identifiées visent à remédier à la faiblesse et à la volatilité des prix afin d'atteindre les objectifs de viabilité à long terme énoncés dans le Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030. Au cœur de l'agenda de l'ONU se trouve le concept selon lequel "personne ne doit être laissé pour compte", et l'OIC estime certainement que cela ne doit pas arriver aux caféiculteurs, aux ouvriers agricoles et à leur famille ni à aucune partie prenante du café.

J'espère que cet effort éclairera le débat politique et contribuera à mobiliser l'appui des gouvernements, des institutions financières et des organisations internationales afin d'aider le secteur mondial du café à croître durablement, tout en réduisant les obstacles au commerce, en favorisant la durabilité sociale, économique et environnementale et en générant de la prospérité pour tous les acteurs de la filière café.

C'est pour moi un grand plaisir de présenter ce Rapport sur la mise en valeur du café 2019, qui ajoute une nouvelle dimension à l'analyse du développement du secteur mondial du café. Ce rapport réaffirme l'engagement de l'OIC à soutenir ses Membres et toutes les parties prenantes du café pour parvenir à un développement inclusif et durable et atteindre les 17 Objectifs du développement durable. L'un des messages clés du rapport est que le développement durable et inclusif du secteur du café exige des changements majeurs, par le biais d'une coopération sectorielle renforcée basée sur des valeurs et des responsabilités communes et une harmonisation des actions, des financements et des programmes au moyen de mesures préconcurrentielles, des partenariats public-privé et des investissements.

Enfin, j'adresse mes compliments personnels à toute l'équipe de l'OIC, y compris à nos experts internationaux et aux contributeurs extérieurs, qui ont relevé le défi d'ouvrir une nouvelle voie pour l'Organisation en produisant ce rapport opportun qui devrait inciter les parties intéressées à promouvoir le développement durable du secteur du café dans son ensemble.

José Sette

Directeur exécutif, OIC

Remerciements

Le Rapport 2019 sur la mise en valeur du café a été établi par une équipe de l'OIC sous la direction générale de José Sette, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café (OIC).

La conceptualisation, l'établissement et la publication du rapport (sections A et B) ont été gérées par Gerardo Pataconi, Chef des opérations, et Christoph Sängler, Économiste principal de l'OIC. Ce dernier a dirigé la rédaction et la finalisation de l'ensemble du rapport, en collaboration avec Marcela Umaña, Économiste de l'OIC, qui a également élaboré et appliqué le modèle économétrique figurant dans la section A et l'annexe technique 2. La partie B du rapport a été rédigée par Jan Willem Molenaar et David Short, d'Aidenvironment, avec le soutien financier du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) par l'intermédiaire de Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, que l'OIC souhaite remercier.

Atanu Goshray, professeur d'économie à l'Université de Newcastle, qui a rédigé la section A, le chapitre II et l'annexe technique I, a également apporté une contribution substantielle.

L'équipe remercie Denis Seudieu, Économiste en chef de l'OIC, ainsi que Rebecca Pandolph, Chef de la Section des statistiques, et Nikita Sisaudia, Statisticienne, pour leurs précieuses contributions sur la fourniture et l'analyse des données. Le rapport a également bénéficié des nombreux commentaires de Maïke Möllers et Jonas Dallinger, tous deux de GIZ.

Le rapport repose sur les efforts, les connaissances et les compétences de l'équipe et s'appuie sur les résultats du dialogue structuré à l'échelle du secteur mené par l'OIC de mars à juin 2019, qui a intégré les contributions de quelque 80 experts et 2000 participants.

Nous remercions tout particulièrement Sarah Friend, Responsable du Secrétariat et des communications de l'OIC, qui a coordonné la publication du rapport, ainsi que Mirella Glass, Coordinatrice de la traduction et de la documentation de l'OIC, pour son soutien.

L'équipe présente ses excuses à toute personne ou organisation qui serait omise par inadvertance de cette liste et exprime sa gratitude à tous ceux qui ont contribué au présent rapport, y compris ceux dont les noms ne figurent peut-être pas ici.

Les membres de l'équipe tiennent à honorer le travail acharné des caféiculteurs et de leurs familles, qui ont inspiré et motivé la préparation de ce rapport, ainsi que de tous les acteurs et des amoureux du café.

1. Contexte

Le café est l'un des produits tropicaux les plus importants ; il procure des avantages économiques à chaque étape de la chaîne de valeur mondiale qui relie les producteurs aux consommateurs. L'industrie du café contribue à l'économie des pays exportateurs et importateurs. En tant que boisson, il apporte du plaisir à un nombre croissant de consommateurs dans le monde. Dans les origines, la production de café fait vivre jusqu'à 25 millions d'agriculteurs et leurs familles. Des avantages économiques supplémentaires retombent sur les acteurs de la chaîne de valeur mondiale, qu'il s'agisse des négociants, des torréfacteurs, des détaillants et de leur main-d'œuvre ou d'autres parties prenantes.

Au cours des vingt dernières années, le secteur mondial du café s'est considérablement développé, la demande de café ayant augmenté de 65% (OIC, 2019a). Le principal moteur de cette croissance est l'augmentation de la consommation dans les économies émergentes et les pays producteurs de café. La demande des marchés traditionnels où la consommation par habitant est déjà élevée a été redynamisée par la croissance des segments de marché à forte valeur ajoutée, comme le café de spécialité, et par les innovations de produits qui apportent de nouvelles saveurs et plus de commodité aux consommateurs.

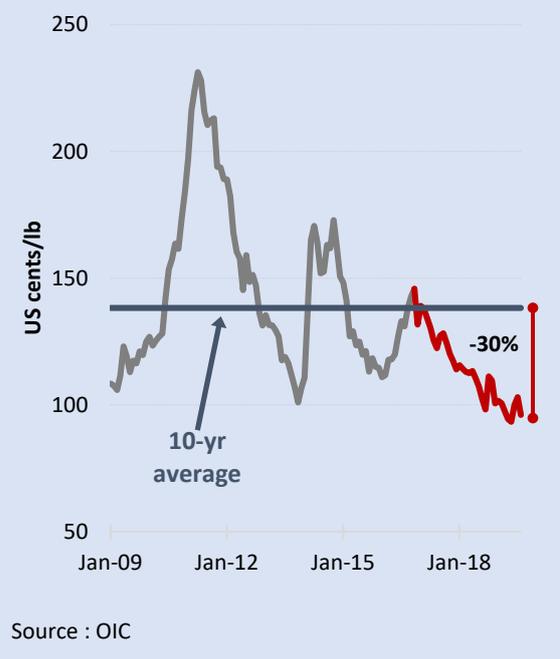
La valeur du café vert non transformé dans les origines s'élevait à plus de 25 milliards de dollars en 2017/18 (OIC, 2019a). La valeur de l'ensemble de l'industrie du café est plusieurs fois plus élevée et est estimée à plus de 200 milliards de dollars dans le monde (Samper, Giovannucci et Vieira, 2017).¹ La plus grande partie de la valeur est créée dans les pays importateurs de café.

En dépit de la croissance globale du secteur, les prix du café suivent une tendance à la baisse continue depuis 2016, chutant de 30% en dessous de la moyenne des dix dernières années (figure 1). Les caféiculteurs du

monde entier ont du mal à couvrir leurs coûts d'exploitation alors que le coût des intrants et les coûts de conformité et de transaction continuent à augmenter (OIC, 2019b, 2019c). En conséquence, les revenus des plantations diminuent et les moyens de subsistance des ménages producteurs de café, dont la majorité sont des petits exploitants² dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, sont de plus en plus menacés. La chute des prix du café a de graves conséquences économiques et sociales pour les pays producteurs.

Cette situation présente un risque sérieux pour la durabilité du secteur et pour l'approvisionnement futur en café. Si aucune mesure n'est prise, le secteur du café risque de ne pas être en mesure d'apporter sa contribution essentielle à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Au lieu de cela, les progrès réalisés précédemment pourraient être compromis voire inversés.

Figure 1 : Le prix indicatif composé de l'OIC a chuté de 30%.



Source : OIC

¹ L'évaluation dépend de l'étendue de la définition de l'industrie. Selon une estimation récente de l'Association nationale du café des États-Unis, l'industrie américaine du café à elle seule représente plus de 250 milliards de dollars. <http://www.ncausa.org/Industry-Resources/Economic-Impact>.

² Il n'existe pas de définition unique des petits exploitants agricoles. Cependant, d'une manière générale, un petit exploitant possède moins de deux hectares de terre, dépend essentiellement de la main-d'œuvre familiale et rarement d'ouvriers occasionnels engagés sur une base contractuelle pour la culture et la récolte (FAO, 2015).

Encadré 1 : Les prix du café

Dans le rapport, divers prix du café sont cités et utilisés à des fins d'analyse. Les prix du café se répartissent en deux grandes catégories : les prix au comptant et les prix à terme.

Prix du marché international au comptant : prix Indicatifs des groupes pour les Doux de Colombie, les Autres doux, les Naturels brésiliens et les Robustas (sur la base des prix ex-dock communiqués pour les principaux marchés).

Les prix indicatifs des groupes sont combinés en une seule mesure, le prix indicatif composé de l'OIC, qui représente un "prix moyen du café".

Prix des marchés nationaux au comptant : les prix payés aux producteurs se réfèrent aux prix bord-champ communiqués en monnaie locale par les pays Membres de l'OIC.

Prix du marché à terme : Cotations de la bourse de New York (Arabica) et de Londres (Robusta). Ces prix sont la moyenne des 2^e et 3^e positions.

Source : Document ICC-105-17 de l'OIC intitulé "Règlement sur les statistiques - Prix indicatifs".

2. Objectifs et structure du rapport

Ce rapport contient une analyse détaillée des causes profondes et de l'impact de la crise actuelle des prix du café. Il contient également une évaluation indépendante des actions possibles pour relever le défi économique et favoriser la durabilité à long terme du secteur du café. En outre, le rapport introduit le concept de revenu minimum vital comme cadre de référence pour l'identification des solutions prioritaires (encadré 2).

Le rapport constitue le fondement analytique du dialogue structuré à l'échelle du secteur, processus lancé par l'OIC dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 465 (encadré 3).

L'objectif du dialogue est d'identifier des solutions et des actions concrètes visant à atténuer l'impact à

³ Les résultats du processus consultatif sont résumés dans le rapport intérimaire sur le dialogue sectoriel de l'OIC. ([Document ED 2309/19](#)).

Encadré 2 : Le concept de revenu minimum vital

Le revenu minimum vital est défini comme "le revenu annuel net requis pour qu'un ménage d'un endroit donné puisse assurer un niveau de vie décent à tous ses membres".

Ce concept s'inspire du débat sur le salaire minimum vital dans le secteur de l'habillement, où l'indice du coût de la vie a été calculé selon la méthodologie d'Anker et Anker (2017). Cette méthodologie a été adaptée et fait l'objet de projets pilotes dans de multiples secteurs agricoles dominés par les petites exploitations dans le monde. Dans le secteur du café, des mesures initiales sont prises par diverses parties prenantes pour définir les points de référence d'un revenu minimum vital (par exemple, en Ouganda). Une fois calculé le coût d'une vie de base mais décente dans une région caféicole, il peut être comparé au revenu réel des petits caféiculteurs de cette région. En tant que concept holistique fondé sur le revenu du ménage, le revenu minimum vital permet d'identifier des solutions qui renforcent la rentabilité d'une entreprise agricole à partir de sources diversifiées, qu'il s'agisse de café ou d'autres cultures, de bétail ou d'activités non agricoles génératrices de revenus. Le concept est de plus en plus reconnu par les donateurs, l'industrie, la société civile et les chercheurs en tant que cadre crédible et pratique pour aborder la question des revenus des petits exploitants agricoles.

Source : Anker, R. & Anker, M. (2017). Living Wages Around the World: Manual for Measurement. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.

court terme de la faiblesse des prix sur les producteurs et à parvenir à un secteur du café durable à long terme. Le dialogue sectoriel a compris une série de cinq consultations mondiales auxquelles ont participé plus de 80 experts du secteur du café et du développement, ainsi que plus de 2 000 parties prenantes.³

Le rapport comprend deux grandes sections :

La section A évalue les fondamentaux du marché ainsi que les autres facteurs qui déterminent le niveau et la volatilité des prix. La crise actuelle des prix du café s'inscrit dans un cadre plus large qui relie le cycle des prix des produits de base aux indicateurs de développement au niveau des exploitations agricoles, des régions et des pays. Les débouchés commerciaux des caféiculteurs, qui résultent de la croissance globale du secteur du café, sont évalués par rapport à une croissance plus équitable. La comparaison de la "crise actuelle des prix du café" avec les cycles baissiers précédents sur les marchés met en évidence des différences importantes qui définissent des possibilités d'action.

La section B analyse les mesures concrètes que les parties prenantes du café, tant publiques que privées, peuvent prendre pour faire face à l'impact de la crise des prix du café à court terme, ainsi que les mesures à moyen et à long terme qui pourraient avoir un effet transformationnel vers un secteur mondial compétitif, équitable, inclusif et respectueux de l'environnement, contribuant ainsi à fournir aux producteurs un revenu minimum vital et à atteindre les Objectifs du développement durable. En examinant les arbitrages et les obstacles à la mise en œuvre, ce rapport favorise les solutions qui sont efficaces et évolutives. La section se termine par l'énoncé des rôles et des responsabilités des parties prenantes.

3. Principales conclusions

Le café est économiquement important, mais la nature cyclique du marché est un défi pour les planteurs et les pays producteurs. Le café est une source de revenus pour plus de 12 millions d'exploitations agricoles dans le monde, dont un quart sont gérées par des femmes. Il fournit des emplois directs à plus de 25 millions de familles dans les pays producteurs. Le café reste un produit d'exportation. Avec 70% de la production exportée, le café fournit des recettes en devises vitales. Toutefois, la dépendance à l'égard des exportations expose les planteurs, dont beaucoup sont des petits exploitants vulnérables, et les gouvernements des pays producteurs à d'importants risques de marché. Les marchés volatils sont difficiles à gérer, en particulier pour les 20 % de pays producteurs de café qui ont un

faible indice de développement humain (IDH < 0,5), tel que défini par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le faible niveau actuel des prix du café est principalement le résultat d'une surproduction. L'étude identifie les fondamentaux de l'offre et de la demande comme étant les principaux moteurs du niveau des prix. Deux années consécutives d'excédent

Encadré 3 : Résolution 465

À sa 122^e session en septembre 2018 à Londres, le Conseil international du Café a adopté la Résolution 465 "Niveau des prix du café" dans l'objectif de faire face à l'impact de la faiblesse des prix sur les moyens de subsistance des caféiculteurs.

Cette résolution donne à l'Organisation le mandat ferme de faire face de manière coordonnée et intégrée au niveau actuel des prix du café, notamment en ouvrant un dialogue sectoriel pour sensibiliser tous les acteurs de la chaîne de valeur, ainsi que la communauté internationale à une action collective.

Parmi les autres domaines figurent les mesures visant à promouvoir la consommation de café et à sensibiliser les consommateurs à la réalité économique des caféiculteurs.

du marché ont entraîné une offre excédentaire estimée à quelque 8 millions de sacs de 60 kg en 2018/19, soit l'équivalent de près de 5% de la production mondiale. L'offre excédentaire est le principal facteur à l'origine de la faiblesse actuelle des prix du café, malgré une croissance régulière de la consommation.

Des facteurs non fondamentaux peuvent également influencer sur le niveau des prix. La dépréciation des monnaies locales de plusieurs pays producteurs par rapport au dollar accroît la compétitivité de certains pays sur le marché mondial. Bien que ce facteur échappe à l'influence des producteurs, il les incite à produire et à exporter, ce qui alimente encore davantage l'offre excédentaire sur le marché.

La spéculation sur les marchés à terme du café peut intensifier les mouvements de prix. L'activité des opérateurs non commerciaux peut, dans un premier temps, exacerber les fluctuations à la hausse et à la baisse des prix, même si, à long terme, les facteurs

fondamentaux de l'offre et de la demande prévalent sur le marché. Les résultats pour le marché du café sont comparables avec les recherches sur d'autres produits agricoles.

La concentration des acheteurs s'intensifie, mais le lien avec le niveau des prix n'est toujours pas clair.

Toutefois, le pouvoir des acheteurs sur le marché pourrait se traduire par des conditions contractuelles défavorables pour les acteurs en amont de la chaîne de valeur, comme les planteurs.

Les tendances à long terme des prix du café sont négatives dans certains pays.

Les prix internationaux réels du café montrent une forte variation à court terme, mais aucune tendance à long terme. Dans certains pays producteurs (Brésil, Colombie, Éthiopie, Honduras), cependant, les prix réels du café baissent depuis les années 70, ce qui risque d'aggraver la situation des planteurs si la baisse des prix n'est pas compensée par une productivité accrue.

La volatilité des prix n'augmente pas mais reste à un niveau critique

(figure 2). Au cours de la décennie qui a suivi la libéralisation du marché du café, la volatilité des prix est passée de 20,8% pendant la période d'application des clauses économiques (quotas) de l'Accord sur le Café, à 30,8% en 1990-2000. Toutefois, la volatilité au cours de la période suivante (2001-2018) a été nettement plus faible (21,1 %) et est statistiquement impossible à distinguer du niveau observé pendant la période des quotas. Comparés à d'autres cultures de rente et cultures vivrières, les prix du café présentent des niveaux de volatilité similaires, ce qui laisse aux planteurs des choix risqués en matière de production et de moyens de subsistance.

L'impact de périodes prolongées de faiblesse des prix sur les producteurs est grave.

En l'espace de dix ans, le coût de la production en monnaie locale a presque doublé dans les principales régions de production. La main-d'œuvre représente plus de 50 % du coût total dans la plupart des systèmes de production (sauf au Brésil). Dans les origines où les coûts sont élevés, 25 à 50 % des planteurs ne sont pas en mesure de couvrir la totalité de leurs coûts de production. On ne dispose pas de données systématiques au niveau mondial sur les plantations - ce qui met en évidence un grave manque de données - mais les études existantes dans les différents pays montrent que les difficultés de

liquidité des planteurs conduisent à une baisse de l'utilisation des intrants saisonniers et à un manque d'investissements à long terme dans la modernisation des plantations de café. Le risque de propagation des ravageurs et des maladies dans les zones caféières augmente, de même que la vulnérabilité aux effets du changement climatique

La concentration spatiale de la production signifie moins de diversité des origines et des risques d'approvisionnement plus élevés.

Depuis 1990, la part des cinq premiers pays producteurs dans la production mondiale est passée de 57 % à plus de 70 %. La concentration de la production pourrait encore augmenter et entraîner une augmentation des risques d'approvisionnement et une diminution du choix des consommateurs en termes d'origines.

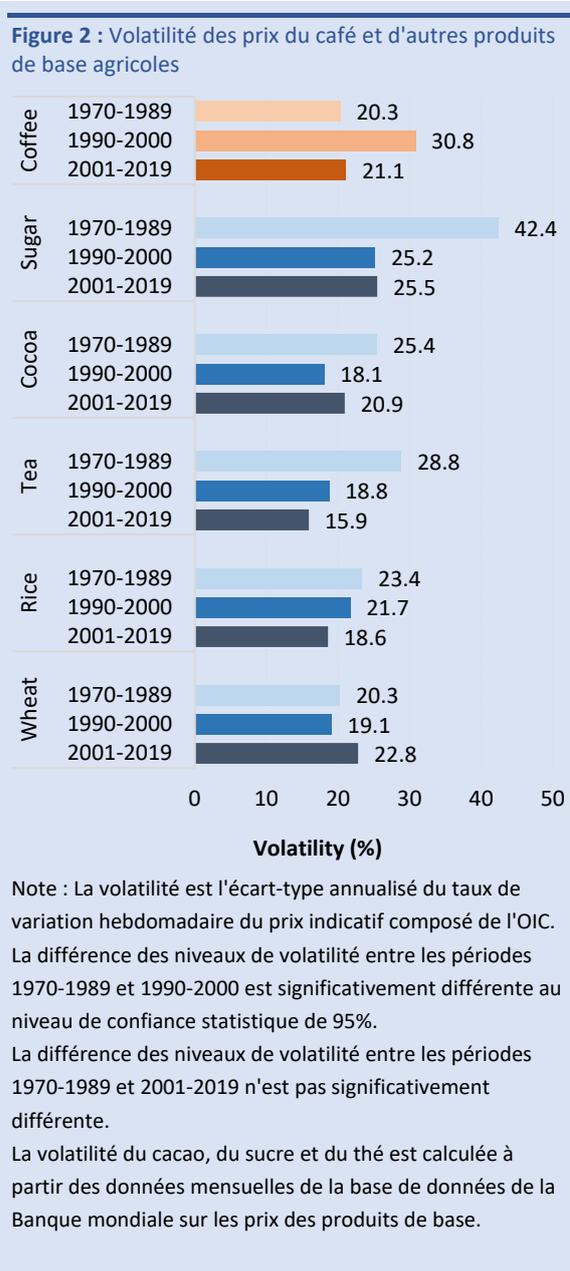
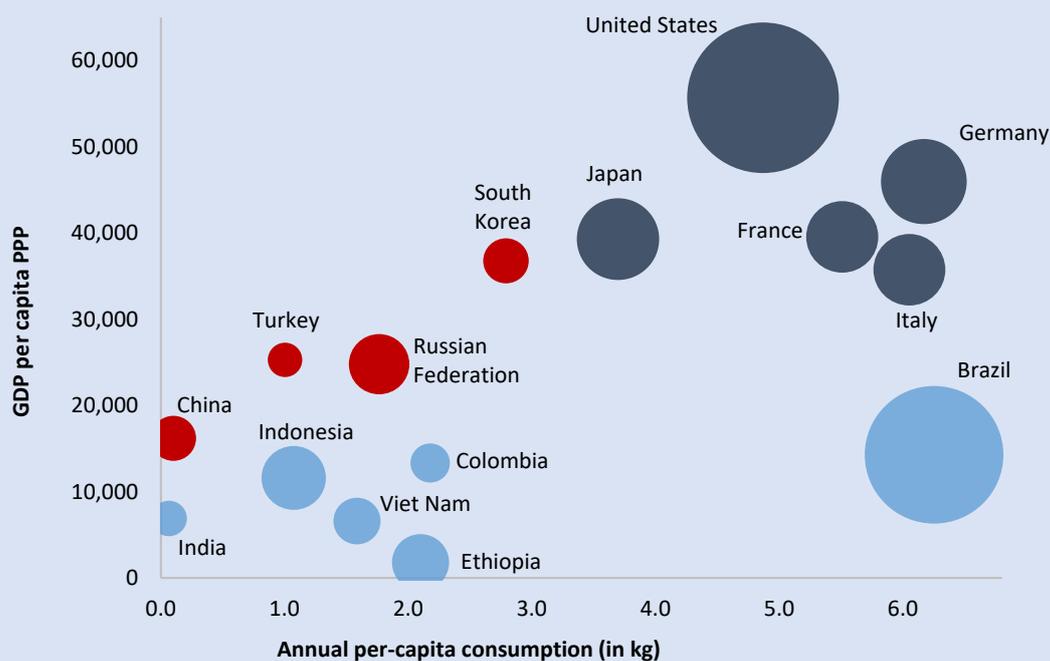


Figure 3 : Consommation par habitant sur les marchés (2018)



Note : La taille des cercles représente la consommation annuelle totale (en millions de sacs).

Catégories : marchés traditionnels (bleu foncé), marchés émergents (rouge), pays exportateurs (bleu clair)

Source: OIC

Une croissance équitable est possible, mais des obstacles à la création de valeur ajoutée subsistent.

La consommation de café dans les marchés émergents et les pays producteurs augmente à un rythme plus soutenu que dans les marchés traditionnels, ce qui ouvre de nouveaux débouchés.⁴ Aujourd'hui, 46 % de la demande mondiale de café vient des marchés émergents et des pays producteurs de café, contre 29 % au début des années 1990. Compte tenu de la croissance démographique mondiale et de la convergence continue des taux de consommation par habitant entre les pays traditionnellement buveurs de café et les autres, il existe encore un potentiel important de croissance du marché global du café (figure 3).

L'augmentation des coûts de transformation, de commercialisation et de distribution dans les pays consommateurs est l'un des principaux facteurs à l'origine de la baisse de la part des planteurs dans le prix de détail du café. Les possibilités d'analyse systématique des marges à différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement sont limitées en raison

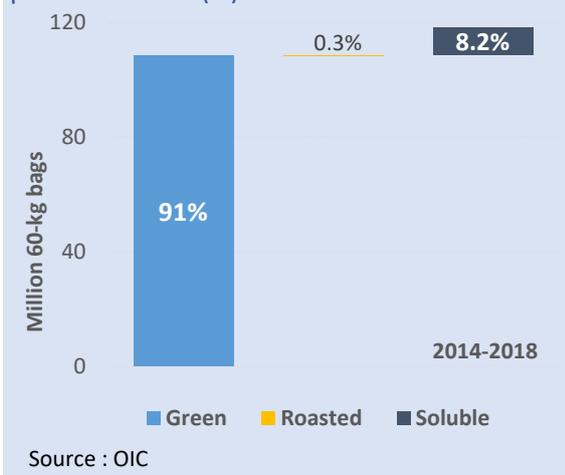
d'un manque de données et de transparence. Toutefois, dans un marché concurrentiel où les coûts augmentent, les marges des acteurs de la chaîne de valeur ont tendance à être faibles. Les possibilités de redistribution de valeur entre les acteurs aval de la chaîne de valeur et les planteurs seraient limitées. Les stratégies qui visent à créer de la valeur dans les plantations par la démarchandisation (par exemple en accédant aux marchés à forte valeur ajoutée), et au niveau des pays producteurs (par exemple par la transformation du café vert) seraient plus efficaces pour créer des avantages économiques et favoriser la prospérité.

Plus de 90% du café est exporté sous forme verte et la valeur ajoutée reste concentrée dans les pays importateurs (figure 4). S'il est possible de surmonter les difficultés techniques, les coûts de transport et de commercialisation, ainsi que les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce, demeurent une entrave à la valeur ajoutée dans les origines.

⁴ Aux fins de cette analyse, les marchés sont définis comme suit : pays producteurs (56 pays exportateurs en août 2019), marchés traditionnels (Australie, Canada,

Union européenne, Japon, Norvège, États-Unis, Suisse), marchés émergents (reste du monde).

Figure 4 : Exportations de café par forme et part de marché (%)



Un secteur du café économiquement viable dans les pays producteurs contribue de manière décisive à la réalisation des Objectifs du développement durable.

L'analyse quantitative retrace l'effet des chocs du prix du café du niveau de la plantation à celui des communautés rurales et de l'économie en général, confirmant une forte corrélation entre les variations des prix internationaux du café et le développement économique et social. La hausse des prix du café est associée à une augmentation de l'emploi rural, à une plus grande contribution de l'agriculture au PIB, à des niveaux de pauvreté plus faibles (ODD 1), à une sécurité alimentaire accrue (ODD 2), à une réduction des inégalités (ODD 10) et à une stabilité politique accrue (ODD 16). Par conséquent, les politiques qui contribuent à augmenter et à stabiliser les revenus des ménages producteurs de café peuvent avoir un impact significatif sur le développement économique et social, contribuant ainsi directement à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Les phases d'expansion et de récession sont un thème récurrent sur le marché du café, mais le secteur a changé depuis la précédente crise des prix du café. Les changements structurels ont été la concentration de la production sur des origines moins nombreuses du côté de l'offre et la consolidation de l'industrie du côté de la transformation. Les initiatives de développement durable se sont multipliées, le consumérisme éthique s'est généralisé, le segment des cafés de spécialité a émergé avec dynamisme et près de la moitié du café produit dans le monde est désormais consommé en dehors des marchés traditionnels. Il y a de nouveaux défis, tels que l'impact du changement climatique sur la production de café,

qui représentent une menace grave non seulement pour les moyens d'existence de millions de producteurs, mais aussi pour la durabilité de l'ensemble du secteur.

D'autre part, **il existe également des possibilités liées à l'innovation et aux nouvelles technologies** qui peuvent aider à relever au moins certains des défis auxquels le secteur est confronté. Par exemple, notre capacité à collecter et à analyser des données s'est considérablement accrue grâce à la numérisation en cours. Les innovations numériques peuvent faciliter la prise de décision des planteurs, accroître la productivité, améliorer l'accès au financement et aux marchés, accroître l'efficacité et la transparence des chaînes de valeur et rapprocher les producteurs des consommateurs.

4. Se développer pour prospérer : Principaux domaines d'action dans le secteur du café

Le rapport examine un large éventail de mesures qui pourraient être prises au niveau de la production, du marché et de la gouvernance sectorielle et évalue les arbitrages et les obstacles à leur mise en œuvre.

Niveau de la production. Au niveau de la production, les actions comprennent des mécanismes pouvant améliorer la performance des plantations (productivité, qualité et résilience), promouvoir la diversification des revenus, améliorer l'accès à l'assurance contre les risques agricoles et de prix, encourager le regroupement des producteurs et créer de la valeur ajoutée.

Dans de nombreux pays producteurs, de nouveaux modèles de prestation de services pouvant être pilotés par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, les organisations de producteurs, le secteur public ou les prestataires de services spécialisés doivent encore être mis en place, renforcés ou créés. La disponibilité de données au niveau de la plantation demeure une contrainte sérieuse. La conception de ces modèles doit tenir compte du système agricole et des besoins des ménages dans leur ensemble (au lieu de se concentrer uniquement sur le café) pour obtenir un revenu minimum vital. Les mesures qui permettent d'accroître la rentabilité de la caféiculture peuvent avoir d'importants effets positifs à court terme pour

les producteurs. Toutefois, à long terme, ces mesures peuvent créer un déséquilibre entre l'offre et la demande. Par conséquent, les mesures sur la production doivent tenir compte des stratégies de gestion de l'offre au niveau sectoriel. En outre, il faut investir davantage dans la recherche et le développement (par exemple, dans les variétés) pour améliorer la viabilité économique de la caféiculture. L'adoption des innovations dans la technologie de l'information et de la communication (TIC) peut également donner des résultats transformateurs en matière de gestion et d'efficacité agricoles et d'organisation de l'approvisionnement, de traçabilité et de paiements.

Niveau du marché. Au niveau du marché, les solutions comprennent la gestion des prix et des primes, les pratiques commerciales, la promotion de la demande, la valeur ajoutée et les stratégies d'investissement des acteurs de la chaîne de valeur.

Les mécanismes de détermination des prix peuvent être dissociés des prix du marché international et être définis selon différentes références, telles que les coûts d'une production durable (modèle du coût majoré) ou selon des références de revenu, tels que le seuil de pauvreté et un revenu minimum vital. Les prix payés aux producteurs peuvent également s'appuyer sur des considérations d'équité en accord avec les attentes des consommateurs avertis (par exemple, le consumérisme éthique).

D'autres options offrant un environnement de prix plus stable tout en restant alignées sur la dynamique du marché devraient également être envisagées. Il pourrait s'agir, par exemple, de fixer les prix des contrats à terme en fonction du marché à terme, d'introduire un prix flottant ou de promouvoir des pratiques commerciales responsables, comme les engagements d'achat à long terme, de courts délais de paiement des factures, le respect des modalités des contrats, la fourniture de plans d'approvisionnement aux fournisseurs et le paiement de primes. Ces pratiques commerciales, associées à une stabilité des prix ou des primes, contribuent à répartir les risques entre les acteurs de la chaîne de valeur et, partant, à donner aux producteurs de café une prévisibilité qui encourage l'investissement dans leurs exploitations. Des pratiques commerciales responsables exigent des chaînes d'approvisionnement ayant des liens plus directs (par exemple, des programmes de sous-traitance agricole) et une plus grande transparence.

Les acteurs de la chaîne de valeur peuvent également investir dans le soutien aux producteurs, le développement communautaire et la gestion des paysages, individuellement ou collectivement, par le biais de programmes d'entreprise. Des chaînes d'approvisionnement plus directes, plus stables et plus transparentes autorisent de meilleures incitations qui favorisent la viabilité économique de la caféiculture. Les décisions en matière d'approvisionnement ne peuvent être fondées uniquement sur le prix, mais doivent tenir compte de la compétitivité et de la durabilité des plantations.

Niveau de la gouvernance du secteur. Les gouvernements et les organes directeurs aux niveaux national, régional et international peuvent recourir à un large éventail de mesures, notamment des mécanismes de garantie d'achat, la fixation des prix, les fonds de stabilisation, la gestion de l'offre et la promotion de la demande.

Les interventions sectorielles exigent une stratégie globale qui équilibre les objectifs à court et à long terme et qui touche aux fondamentaux sous-jacents du marché. Cela exige une connaissance approfondie des marchés et de l'impact potentiel que ces mesures peuvent avoir. Nombre de ces mesures ne doivent pas être considérées isolément. Par exemple, la gestion de l'offre se fait de préférence dans le cadre d'une coordination internationale afin d'éviter que les pays ne sapent leurs stratégies respectives d'augmentation des revenus des producteurs. Il existe de nombreuses possibilités d'aligner les stratégies nationales et de catalyser le co-investissement dans un environnement fondé sur le marché.

La transparence et la responsabilisation sont les pierres angulaires de la gouvernance sectorielle. Une gouvernance sectorielle efficace exige le suivi des progrès accomplis dans la réalisation de la vision du secteur, et doit nourrir un apprentissage fondé sur l'expérience. Une stratégie de financement diversifié peut financer les mesures nécessaires pour promouvoir la compétitivité du secteur. Des stratégies complémentaires, telles qu'un fonds mondial préconcurrentiel pour le café (Sachs, 2019), pourraient cofinancer, des transferts directs de revenus pour atténuer l'extrême pauvreté dans la chaîne de valeur et accroître les investissements dans le secteur en associant financement public et financement privé. Enfin, les mécanismes nationaux et internationaux doivent s'appuyer sur une

gouvernance multipartite et une prise de décision et une évaluation indépendantes.

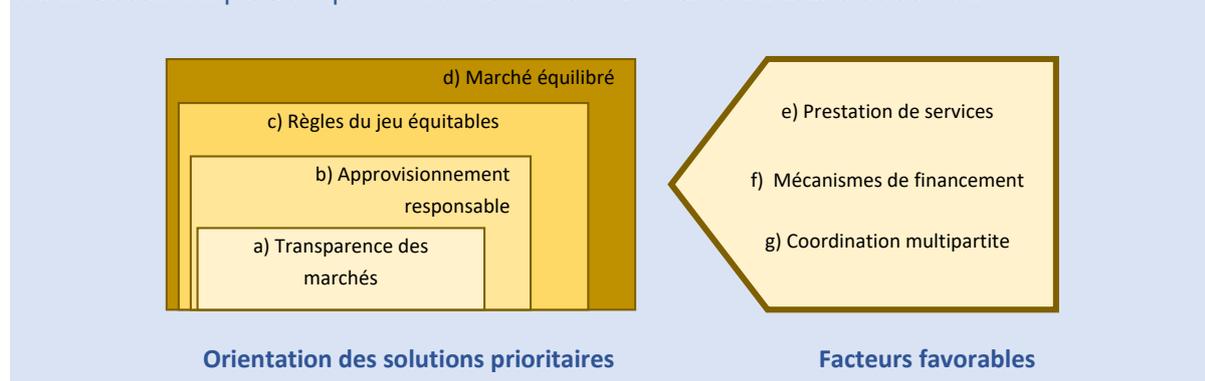
Le tableau 1 résume les principales actions évoquées au niveau de la production, du marché et de la gouvernance sectorielle et les classe selon les obstacles à leur mise en œuvre et leur impact potentiel. Bien que certaines solutions puissent être plus difficiles à mettre en œuvre, elles ont un impact plus systémique et à plus grande échelle. Les solutions

présentées dans le tableau 1 doivent être complétées par des mécanismes de financement adéquats, une coordination multipartite et la fourniture de services.

Tableau 1 : Solutions potentielles classées en fonction de trois problèmes clés, des acteurs principaux et des obstacles à leur mise en œuvre

Acteurs principaux	Solutions (en fonction des obstacles à la mise en œuvre et de leur impact potentiel)		
	Peu d'obstacles / Faible impact	Moyen	Nombreux obstacles / Grand impact
A. Solutions visant à remédier aux déséquilibres entre le niveau des prix et l'offre et la demande			
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> Investissement dans la rentabilité et la durabilité des plantations 	<ul style="list-style-type: none"> Diversification des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> Autres moyens de subsistance
Acteurs du marché	<ul style="list-style-type: none"> Promotion des marchés Services d'appui aux producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Traçabilité totale, partenariats avec la chaîne d'approvisionnement Gestion des prix et des primes Développement des communautés, gestion des paysages 	
Secteur public et organisations internationales	<ul style="list-style-type: none"> Marchés publics durables Promotion des marchés Réglementation de l'assurance qualité et des pratiques sociales et environnementales Investissements dans la R-D 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion de l'offre par la réduction de la superficie plantée de café Gestion des paysages Services de base, à savoir soins de santé et éducation 	<ul style="list-style-type: none"> Transferts directs de revenu Taxes et tarifs différenciés Développement des infrastructures rurales Réforme du régime foncier Promotion d'autres utilisations du café Gestion de l'offre (production internationale et quotas d'exportation)
B. Solutions aux problèmes liés à la volatilité des prix			
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies physiques 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies de couverture 	
Acteurs du marché	<ul style="list-style-type: none"> Agriculture contractuelle 	<ul style="list-style-type: none"> Prix plancher, accès à des services de couverture 	
Secteur public et organisations internationales	<ul style="list-style-type: none"> Fixation des prix bord-champ en fonction des prix à l'exportation 	<ul style="list-style-type: none"> Garanties d'achat Gestion de stocks tampons stratégiques nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Modifications des marchés à terme Fonds de stabilisation des prix Coordination internationale des stocks tampons
C. Solutions visant à gérer les risques et la répartition de la valeur dans la chaîne de valeur			
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> Différenciation, agrégation et commercialisation des produits 	<ul style="list-style-type: none"> Torréfaction dans les origines / valeur ajoutée 	<ul style="list-style-type: none"> Marques
Acteurs du marché	<ul style="list-style-type: none"> Achat de café certifié, primes Pas de pratiques commerciales déloyales 	<ul style="list-style-type: none"> Traçabilité totale et partenariats avec la chaîne d'approvisionnement Gestion des prix et des primes Préfinancement 	<ul style="list-style-type: none"> Dissocier la stratégie d'approvisionnement des marchés à terme
Secteur public et organisations internationales	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à niveau les systèmes d'information sur le marché existants Points de références de production et de coût de la vie 	<ul style="list-style-type: none"> Observatoire des coûts, des prix et des marges Enchères d'exportation Réglementation sur la diligence raisonnable et les pratiques commerciales déloyales 	<ul style="list-style-type: none"> Fixation des prix bord-champ en fonction des prix à l'exportation Réglementation anti-trust

Figure 5 : Solutions prioritaires et facteurs favorables pour faire face à la crise des prix, assurer la viabilité économique de la production de café et favoriser la durabilité du secteur



Solutions prioritaires

Le rapport identifie quatre solutions prioritaires et trois facteurs favorables, ainsi que les rôles que les principaux acteurs doivent jouer pour faire face à la crise actuelle des prix, afin de permettre aux planteurs d'atteindre la viabilité économique et de favoriser la durabilité du secteur du café (figure 5).

a) Accroître la transparence des marchés en collectant et en évaluant des points de référence des coûts de production et des revenus minimum vitaux et en améliorant les systèmes d'information existants sur les marchés

Il faut mieux comprendre le coût de la production durable et le coût d'une vie décente pour les différents segments des producteurs de café. Cela devrait également inclure une vue d'ensemble de la relation entre les prix du café et ces coûts, et la détermination, par exemple, des prix de référence qui permettent d'obtenir un revenu et un salaire minimum vital. Ce rôle doit être assumé par une institution ou une initiative *internationale indépendante*. Il est important que toutes les parties prenantes, dans toutes les origines du café, emploient des méthodologies cohérentes et largement acceptées pour ces points de référence. En outre, il est nécessaire d'améliorer encore les systèmes d'information sur les marchés existants afin de fournir des données en temps réel sur le niveau et la volatilité des prix, ainsi que des données et des prévisions sur l'offre et la demande.

Cette stratégie devrait éclairer les pratiques d'approvisionnement de l'industrie du café et donner aux producteurs les moyens de parvenir à une répartition plus équitable de la valeur produite dans le secteur.

b) Adopter des pratiques d'approvisionnement responsable

Il est possible de développer des relations commerciales plus directes, plus transparentes et plus stables avec les fournisseurs, qui rétribuent les bonnes performances (par exemple, la qualité, la régularité et la durabilité) au moyen d'incitations par les prix et de pratiques d'approvisionnement responsables (par exemple, conditions contractuelles et de paiement). Des mesures plus efficaces nécessiteront des changements dans la façon dont de nombreuses entreprises mènent leurs activités. Cela implique la mise en place de partenariats entre toutes les chaînes d'approvisionnement, dans le cadre desquels les termes de l'échange et les prix correspondront à l'objectif d'augmentation de la rentabilité et de la durabilité de la production de café. Ces partenariats pourraient se traduire par une moins grande dépendance à l'égard des marchés des produits de base (démarchandisation) et le fait que les prix et les primes payés s'appuient sur des points de référence du coût de production, du revenu ou du salaire minimum vital.

c) Créer des conditions de concurrence équitables pour le secteur en matière de pratiques commerciales, et assurer le fonctionnement efficace des marchés à terme

Dans le contexte du système commercial mondial, les gouvernements des pays producteurs ont la responsabilité d'établir les règles de fonctionnement des marchés au profit de leurs producteurs de café. Ils peuvent mettre en place des règles du jeu équitables en adoptant plusieurs mesures qui influent sur les relations commerciales, la détermination des prix et la répartition de la valeur.

Ils peuvent contribuer à mettre en place des règles du jeu équitables en adoptant des mesures qui influent sur les relations commerciales, la détermination des prix et la répartition de la valeur. Ils peuvent introduire des enchères, fixer les prix bord-champ en fonction des prix à l'exportation, créer des fonds de stabilisation ou mettre en place des mécanismes de garantie d'achat. Toutes ces mesures peuvent, dans une certaine mesure, être élaborées en fonction des prix du marché mondial, ce qui réduirait les risques financiers et les distorsions du marché.

En outre, *les gouvernements des pays importateurs* peuvent également adopter diverses mesures pour encourager les pratiques d'approvisionnement responsables. Ils peuvent faciliter l'engagement volontaire de l'industrie à mettre en place des chaînes d'approvisionnement responsables et/ou à appliquer de telles pratiques par le biais de règlements sur la diligence raisonnable et les pratiques commerciales équitables. Ils peuvent encourager la production durable, le commerce responsable et la valeur ajoutée dans les origines au moyen de régimes fiscaux différenciés et de leurs propres pratiques d'approvisionnement.

Enfin, les gouvernements peuvent appuyer la poursuite des recherches sur l'influence des bourses de marchandises sur l'évolution des prix à court terme et envisager des mesures (par exemple, la réglementation de la spéculation et des

pratiques commerciales) pour atténuer la volatilité si leur impact est trop important.

d) Parvenir à un marché plus équilibré

Les gouvernements des pays exportateurs peuvent adopter diverses mesures pour influencer l'offre et la demande à court et à long terme. Ils peuvent promouvoir la demande sur les marchés intérieurs et d'exportation en développant leurs marchés (p. ex. en se forgeant une réputation de qualité et de durabilité), tout en augmentant la valeur ajoutée par la transformation dans le pays, et en éliminant les barrières commerciales. Cette dernière mesure peut également être prise par *les gouvernements des pays importateurs*. Les pays exportateurs peuvent concevoir des stratégies contribuant à un marché plus équilibré en termes d'offre et de demande. Les gouvernements peuvent limiter les zones de production de café aux régions les plus appropriées, protéger la végétation endémique contre l'invasion, stimuler la diversification des plantations ou promouvoir d'autres moyens de subsistance pour les producteurs de café. Ces stratégies nécessiteront l'intégration de politiques spécifiques au café dans des cadres plus larges de développement agricole et rural, incluant éventuellement des réformes foncières et des politiques commerciales et industrielles.

e) Promouvoir une production de café compétitive et durable grâce à des modèles de prestation de services viables et évolutifs et à des règles du jeu équitables en matière de pratiques de production

Dans la transition vers une base de production plus rentable et plus résiliente, les producteurs de café, en particulier les petits exploitants et leurs organisations, doivent avoir accès aux services de vulgarisation, à la technologie, aux intrants et au financement. Cet accès nécessite des investissements dans la recherche et le développement et des modèles de prestation de services rentables, économiquement viables et évolutifs (qu'ils soient publics ou privés). L'introduction de solutions technologiques numériques peut faciliter la gestion des plantations

et le fonctionnement efficace des organisations de producteurs que les modèles de prestation de services cherchent à soutenir. Pour promouvoir la résilience des producteurs, les prestataires de services doivent adopter une approche holistique du système agricole et des besoins des ménages (au lieu de se concentrer uniquement sur le café) pour parvenir à revenu minimum vital.

Pour assurer des conditions de concurrence équitables entre les producteurs de café, *les gouvernements des pays producteurs/exportateurs* devraient appliquer systématiquement une réglementation sociale et environnementale solide en matière de protection de la végétation endémique, de gestion de l'eau, de pratiques de travail et d'interdiction des produits agro-chimiques dangereux.

Facteurs favorables

f) Mettre en place des mécanismes financiers élargissant l'accès au financement et permettant des investissements stratégiques

Les producteurs de café et les petits et moyens acteurs de la chaîne de valeur doivent avoir accès à des produits financiers qui leur permettent d'investir dans leurs entreprises. *Le secteur financier* peut développer des produits sur mesure pour ces clients potentiels, y compris des fonds de roulement et des prêts à l'investissement ainsi que des assurances. Des mécanismes de financement mixte peuvent également financer divers investissements stratégiques, tels que la recherche et le développement, les innovations numériques, les infrastructures et les programmes liés à la diversification des plantations, aux moyens de subsistance alternatifs et à la gestion des paysages. Pour coordonner les investissements dans le secteur mondial du café, il est possible de mettre en commun les ressources des *donateurs, des gouvernements et de l'industrie du café* dans un mécanisme de financement mondial.

Les gouvernements des pays exportateurs peuvent également travailler sur des mécanismes

structurels de revenus (par exemple, redevances d'exportation) pour financer les investissements dans le secteur du café. Toutefois, l'arbitrage entre les avantages des investissements structurels dans le secteur et l'impact de la fiscalité des planteurs sur la compétitivité internationale doit être équilibré.

g) Assurer un dialogue, un alignement et un apprentissage multipartites

Le secteur du café se caractérise par une concentration croissante et par un certain nombre d'initiatives du secteur privé. Toutefois, il est encore possible d'améliorer l'intégration et l'harmonisation des approches ou l'alignement des objectifs et des actions. *Les plates-formes multilatérales nationales et internationales* peuvent jouer un rôle important en créant un espace de dialogue entre les parties prenantes du secteur et en soutenant la création d'une vision commune, ainsi qu'en identifiant des solutions à long terme et transformationnelles aux problèmes structurels du secteur. Cela comprend l'alignement de plans d'action ambitieux et assortis de délais par les parties prenantes sur des sujets prioritaires, pour lesquels elles doivent être tenues responsables. Les plates-formes peuvent également promouvoir le développement d'outils spécifiques, le suivi sectoriel et le partage des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience.

Si des moyens d'existence durables dans le secteur du café ne sont pas une condition suffisante pour un secteur inclusif, équitable et respectueux de l'environnement, ils sont certainement une condition nécessaire. Si les ménages ruraux engagés dans la production de café sortent de la pauvreté et obtiennent un revenu leur permettant d'avoir un niveau de vie décent (c'est-à-dire un revenu minimum vital), les objectifs sociaux tels que l'égalité de genre et l'éradication des pires formes de travail des enfants ont plus de chances d'être atteints. Les pratiques préjudiciables à l'environnement, telles que la déforestation, seraient considérablement réduites. La viabilité économique est donc le catalyseur de la durabilité de l'ensemble de la filière café.

Références

FAO (2015). "La vie économique des petits exploitants. Une analyse basée sur les données des ménages de neuf pays". Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

OIC (2019a). Base de données statistiques. Organisation internationale du Café.

OIC (2019b). "Enquête sur l'impact de la faiblesse des prix du café sur les pays exportateurs". [ICC-124-4](#), Organisation internationale du Café.

OIC (2019c). "Rentabilité de la culture du café dans certains pays d'Amérique latine - rapport intérimaire". [ICC-124-6](#), Organisation internationale du Café.

Panhuysen, S. et Pierrot, J. (2018). "Coffee Barometer 2018".

Sachs, J.D. (2019). "Achieving Sustainable Development in the Coffee Sector". Columbia University et UN SDSN, présenté au Forum mondial des producteurs de café à Campinas (Brésil), le 10 juillet.

Samper, L., Giovannucci, D., & Marques Vieira, L. (2017). "The powerful role of intangibles in the coffee value chain". Documents de travail de l'OMPI sur les recherches économiques 39, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle - Division de l'économie et de la statistique.